

CINQ ANS À LA TÊTE DU CONSEIL EUROPÉEN : LEÇONS ET DÉFIS

Claire Versini | responsable des événements à Notre Europe - Institut Jacques Delors

Le premier président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, est revenu le 25 novembre 2014, à quelques jours de la fin de son mandat, sur le bilan de ses cinq années à la tête de l'institution, ainsi que sur les défis que l'Union européenne a encore à relever, lors d'une conférence organisée par Notre Europe - Institut Jacques Delors, en partenariat avec Sciences Po Paris. Cette Synthèse retrace les débats qui ont suivi son discours.

« Si vous n'avez jamais vu un retraité, en voilà un ». À quelques jours de la passation de pouvoir avec son successeur, Donald Tusk, Herman Van Rompuy prenait avec humour et recul la fin de ce qui restera le premier mandat à la tête d'un Conseil européen institutionnalisé par le traité de Lisbonne.

Un premier mandat salué par Frédéric Mion et Pascal Lamy, qui ont loué les talents de facilitateur du président. Pascal Lamy interprète par ailleurs le retour d'Herman Van Rompuy, cinq ans après sa première conférence en tant que président fraîchement élu, comme représentatif de la constance, de la loyauté et de l'amitié dont il sait faire preuve.



Après un discours¹ détaillant tant sa vision du poste que des institutions et des politiques, Herman Van Rompuy a répondu aux questions de la salle qui lui ont permis de mieux expliciter les axes qu'il estime être au fondement du rôle de président du Conseil européen et de la conduite d'une politique européenne responsable et efficace.

Le discours puis le débat, modéré par Yves Bertoncini, ont permis de revenir sur les caractéristiques de la présidence permanente du Conseil européen, ainsi que sur le bilan de cinq ans de politique intérieure et de politique extérieure, pour s'achever sur les perspectives de l'institution comme de l'Union.

1. Le rôle du Conseil européen et de son président

Selon Herman Van Rompuy, le Conseil européen a la compétence de définir les grandes orientations politiques, pas d'adopter un programme détaillé. Il assigne cependant à son président les missions, objectifs et valeurs qu'il pense être ceux de toute entité politique : « parler vrai », « créer de l'espoir » et « établir et veiller à la confiance entre pays, entre institutions, et entre dirigeants ». D'aucuns déploieront l'absence des citoyens dans ces liens de confiance à établir, mais c'est justement avec eux qu'Herman Van Rompuy a débuté son allocution, rappelant que « l'Europe c'est vous, l'Europe c'est nous, c'est notre Europe ».

Selon Herman Van Rompuy, si le « parler vrai » pâtit du désenchantement général envers l'idée européenne et la politique, il ne faut pas pour autant oublier que l'Europe n'a jamais été aussi proche des citoyens, puisqu'elle est dans leur poche, présente à chaque passage de frontière que l'on ne remarque pas, ou dans les rayons de leurs magasins. Ainsi, s'il est possible et nécessaire de comprendre les frustrations et anxiétés, il faut avant tout se battre pour continuer de construire un système qui ne signifie plus seulement la paix, mais aussi le décloisonnement, l'ouverture et la solidarité pour les nouvelles générations. Il s'agit donc de « créer de l'espoir » pour les victimes de la mondialisation ou de l'érosion

du modèle social européen en construisant de nouvelles solutions européennes qui ne pourront fonctionner sans la confiance dont le Conseil européen est censé être le garant.



Présenté par Pascal Lamy comme un accoucheur de solution et un créateur de compromis, Herman Van Rompuy semble considérer que le fait que les prérogatives du poste de président du Conseil européen soient aussi floues permet aussi aux personnes qui y sont nommées d'en dessiner les contours. À la question de savoir quel était le profil d'un président permanent, Herman Van Rompuy avait répondu : « Il ne doit pas avoir un profil trop bas, mais il ne doit pas non plus avoir un profil trop haut » lors d'une interview accordée à la *Revue des deux mondes*². Il confirme cette position en indiquant qu'il s'agit de pouvoir faciliter et coordonner les discussions entre chefs d'État, et pour ce faire, de « savoir se considérer à la tête d'une institution importante sans penser être soi-même important ».

Pour parvenir à établir cette confiance si nécessaire à la prise de décision par compromis et à l'unanimité, il revient au président du Conseil européen d'écouter, d'échanger et de créer de manière informelle tout ce qui n'a pas été prévu de manière formelle dans la squelettique description d'un poste qui n'a de permanent que le nom, puisque le mandat ne dure finalement que deux ans et demi, renouvelable une fois. Les perspectives d'évolution dépendent donc essentiellement de ce que son successeur en fera.

Tout en restant prudent, il répète cependant ce qu'il avait déjà évoqué dans l'interview accordée à la

*Revue des deux mondes*³ en indiquant qu'il espère que son successeur, Donald Tusk, sera en mesure d'en faire plus en ce qui concerne les affaires extérieures. Il insiste par ailleurs sur les trois défis des nouveaux dirigeants européens : la croissance, l'Ukraine et la question britannique. Il s'agit de faire repartir la première et de trouver une réponse crédible, digne et européenne à la seconde. Quant aux Britanniques, il indique n'avoir « jamais eu à s'en plaindre », les décrivant comme constructifs, et souhaitant qu'ils continuent de faire partie du grand projet européen, sans pour autant préciser de quelle manière.

2. Bilan de cinq ans de politique intérieure

Interrogé sur la situation des pays ayant le plus souffert de la crise, il a tenu à rappeler que « les victimes de la mondialisation sont celles des réformes qui n'ont pas été faites à temps », et non des réformes proposées par l'Union. La crise a mis en lumière des failles structurelles auxquelles on a tardé à remédier. Cependant, l'UE est restée très solidaire, notamment via les 240 milliards d'euros qui ont été mis à disposition de la Grèce pour éviter la faillite du pays ; action dans l'intérêt de tous, mais qui montrait surtout de la solidarité. Au-delà de son hommage à la solidarité européenne, Herman Van Rompuy a souhaité saluer le peuple grec, qui a voté en 2012 pour souscrire au *Memorandum of understanding*, sachant pourtant ce qui les attendait, mais sachant aussi qu'il s'agissait de la meilleure solution pour eux comme pour l'Europe.

Il s'agit donc de « créer l'espoir » en repartant sur de nouvelles bases structurelles afin de construire des politiques de croissance, d'investissement et d'emploi. Tous les dirigeants européens ne semblent cependant pas prêts à tirer les bonnes conclusions de la crise, notamment sur les sujets de l'énergie et des télécommunications, dont la fragmentation de nos marchés plombe les programmes de recherche et d'investissement d'avenir.

Plutôt que de nier le désenchantement de l'idée européenne, Herman Van Rompuy a tenu à souligner que les citoyens européens, en dépit de leur mécontentement à l'égard de l'UE, semblent de plus en plus convaincus que l'Europe : « c'est eux ». En partageant la même monnaie, la même citoyenneté et le même marché, l'Europe est plus visible et les Européens ont l'impression d'être dans un même bateau, même si celui-ci a parfois eu l'air d'un « bateau ivre ». Reste

qu'à part pour les Belges et quelques Européens dans l'âme, l'identité plurielle n'est pas naturelle pour la plupart des Européens, qui doivent donc se faire, peu à peu, à ce nouveau « vivre ensemble ».

On ne peut cependant attendre des citoyens qu'ils s'emparent de leur citoyenneté européenne et des opportunités qu'elle offre quand les populismes et réticences souveraines semblent indiquer que les dirigeants n'y sont eux-mêmes pas tout à fait prêts. Insistant sur le cas de la France, il a tenu à affirmer que « sans la France, l'idée européenne serait morte », et qu'il était donc particulièrement douloureux de voir monter les populismes anti-européens dans ce pays qui est en Europe et chez qui l'Europe a toujours été chez elle. Pour dépasser passésismes et populismes, il préconise là encore le rétablissement de la confiance en elle-même de la France et en eux-mêmes des Français.



3. Bilan de cinq ans de politique extérieure

Selon Pascal Lamy, Herman Van Rompuy a été la « seule vraie voix de l'Europe vis-à-vis des chefs d'États » à l'extérieur de l'Union européenne. Confessant qu'il pense que compte tenu des souverainetés nationales, on n'arrivera pas de sitôt à faire en sorte que l'un ou l'autre des chefs d'État des États membres ne s'exprime pas, la stratégie est de faire en sorte que tous ceux qui s'expriment aillent dans le même sens, bâtissant sur un minimum de position commune. Il s'agit à la fois de la seule stratégie envisageable pour les États membres, mais aussi de la seule solution pour que leurs interlocuteurs négocient de façon sérieuse.

Interrogé sur le changement de trajectoire de l'Union européenne dans ses négociations commerciales

avec la Chine, Herman Van Rompuy a tenu à souligner que les relations entre les deux s'étaient améliorées. Pour autant, et malgré la croissance fulgurante de la Chine, qui a permis à des millions de citoyens de sortir de la pauvreté, l'Union européenne reste préoccupée par le non-respect des droits de l'homme et de la territorialité, ainsi que par la sécurité juridique d'un traité d'investissement dont le potentiel est gigantesque et qu'il ne faudrait pas gâcher en raison de vides juridiques. Herman Van Rompuy rappelle par ailleurs que c'est bien la Commission qui négocie le traité pour la libéralisation du commerce entre les deux entités, et non les États membres, signe tangible d'une politique extérieure européenne.

À propos de la politique énergétique de l'Union européenne, Herman Van Rompuy a tenu à souligner la nécessité de plusieurs prises de conscience :

- Le coût énergétique, dû à la fois à la politique du renouvelable qui est une politique à long terme mais coûte à court terme, et à la concurrence américaine, qui a un potentiel énergétique plus fort que le nôtre et la possibilité économique de l'exploiter ;
- La nécessité de s'inquiéter du changement climatique, et de faire des économies d'énergie, de diminuer les émissions de gaz à effets de serre, et de développer les énergies renouvelables ;
- La sécurité énergétique et la dépendance énergétique forte en Europe, et la nécessité qui en découle de retrouver un maximum d'indépendance.

Quant à la nécessité d'une Politique européenne de sécurité commune, il est revenu sur le Conseil européen de décembre 2013, qui en a traité sous l'angle de l'industrie de défense. Si cet angle reste difficile à envisager pour les États membres, il n'en demeure pas moins intéressant, permettant d'aborder une vaste question : comment dans une période d'assainissement budgétaire, maintenir un budget de défense ? Et d'y répondre par l'Europe : en coopérant. Ici, la situation budgétaire fait pression sur des États membres qui se voient contraints de réfléchir aux modalités d'une coopération en termes de défense, qui sera de nouveau à l'ordre du jour en 2015.

Concernant le poids de l'euro dans le monde, Herman Van Rompuy a indiqué que la politique monétaire serait toujours accommodante, et que cela n'avait plus qu'un effet minime sur le taux de change.

Conclusion : une vision d'Europe

Revenant sur la description d'une Europe « vieux jeu » par le Pape François le même jour devant le Parlement européen de Strasbourg, Herman Van Rompuy a conclu cet échange en indiquant que sur ce thème, l'Église pourrait se remettre en question, mais en soulignant le fondement de l'inspiration européenne, centrée autour du concept de « dignité humaine ». Si elle n'a pas toujours été défendue de façon conséquente, elle appartient à notre héritage culturel, et devrait être au fondement des politiques écologiques, migratoires et de l'emploi, actuellement en débat au niveau européen, en leur donnant du sens. Selon Herman Van Rompuy, les 70 dernières années ont été celles de notre plus grande proximité avec cet héritage : après s'être réconciliés, les Européens ont instauré la paix, et la génération actuelle est la troisième à n'avoir pas connu la guerre. Selon Herman Van Rompuy, les Européens sont au plus proche de ce qu'il y a de meilleur dans leur culture, et il faut le protéger car il n'y a pas d'acquis dans l'histoire ; il faut désormais parler vrai et être « *relevant* »⁴, ce qui

passera aussi par le rétablissement de la croissance économique. L'image de l'Europe dans le monde est plus nuancée qu'on ne le croit, malgré la crise : pour de nombreuses personnes dans le monde, l'Europe est l'allié naturel et le plus grand donateur d'aide humanitaire de la planète.

Il s'agit désormais de consolider cette image et d'en faire le leitmotiv de l'action européenne, tâche qui incombe désormais à son successeur, auquel Pascal Lamy souhaite d'avoir la même portance que son prédécesseur.



1. Herman Van Rompuy, « *Cinq ans à la présidence du Conseil européen* », *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2014.
2. Herman Van Rompuy, « L'idée européenne : une convergence d'intérêts, un choix de valeurs », entretien par Annick Seta, *Revue des deux mondes*, septembre 2014, pp. 15 – 31.
3. *Ibid*
4. Utilisé dans sa signification anglaise : pertinent.

Sur les mêmes thèmes...

UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE POUR L'UE

António Vitorino, *Tribune – Entretien pré-Conseil européen*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2014

CINQ ANS À LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL EUROPÉEN

Herman Van Rompuy, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2014

EUROSCEPTICISME OU EUROPHOBIE : PROTESTER OU SORTIR ?

Yves Bertoncini et Nicole Koenig, *Policy Paper No. 121*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, novembre 2014

RÉFORMER LA « GOUVERNANCE » EUROPÉENNE. POUR UNE FÉDÉRATION D'ÉTATS NATIONS PLUS LÉGITIME ET PLUS EFFICACE

Yves Bertoncini et António Vitorino, *Études & Rapports No. 105*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, septembre 2014

ENGAGER L'EUROPE DANS LE MONDE

Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino, Eneko Landaburu, Elisabeth Guigou, Etienne Davignon, Nicole Gnesotto, Philippe De Schoutheete, Sami Andoura et Elvire Fabry, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juin 2014

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe – Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe – Institut Jacques Delors*

